

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie,
Digitale Technologieën, Tewerkstelling en Vorming,
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken,
Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,
C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,
J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden,
Toerisme, Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,
R. COLLIN

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuren,
V. DE BUE

Nota

(1) Zitting 2018-2019.
Stukken van het Waalse Parlement, 876 (2018-2019) Nrs. 1 tot 5.
Volledig verslag, plenaire vergadering van 30 april 2019.
Bespreking.
Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/204063]

2 MAI 2019. — Décret modifiant les décrets des 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz et du 19 janvier 2017 relatif à la méthodologie tarifaire applicable aux gestionnaires de réseau de distribution de gaz et d'électricité en vue de favoriser le développement des communautés d'énergie renouvelable (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Modifications du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité*

Article 1^{er}. L'article 1^{er} du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, remplacé par le décret du 17 juillet 2008 et modifié par les décrets des 11 avril 2014, 26 octobre 2017 et 19 juillet 2018, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Il transpose partiellement la directive (UE) 2018/2001 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables. ».

Art. 2. Dans l'article 2 du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 19 juillet 2018, sont insérés les 2^oter, 2^oquater et 2^oquinquies rédigés comme suit :

« 2^oter « communauté d'énergie renouvelable » : personne morale constituée d'un ensemble de participants en vue de partager, via le réseau public de distribution ou de transport local, de l'électricité exclusivement produite à partir de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération de qualité, par des unités de production et, le cas échéant, de stockage, détenues par ladite personne morale, au sein du périmètre local où elle exerce ses activités et dont l'objectif premier est de fournir des avantages environnementaux, économiques ou sociaux à ses participants plutôt que de rechercher le profit;

2^oquater « électricité autoconsommée collectivement » : électricité produite par la communauté d'énergie renouvelable et consommée par ses participants au cours de la même période quart-horaire;

2^oquinquies « périmètre local » : périmètre dont les points de raccordement en prélèvement ou en injection sont situés en aval d'un ou plusieurs postes publics de transformation d'électricité de moyenne et/ou de basse tension. Les points de raccordement ci-mentionnés doivent en outre se situer au sein d'un périmètre géographique mobilisant la portion techniquement, socialement, environnementalement et économiquement optimale du réseau en vue de favoriser l'autoconsommation collective locale d'électricité; ».

Art. 3. Dans l'article 8, § 1^{er}, alinéa 4, du même décret, remplacé par le décret du 11 mai 2018, les mots « et intermédiaires » sont remplacés par les mots », intermédiaires et communautés d'énergie renouvelable ».

Art. 4. Dans l'article 15ter, § 1^{er}, alinéa 5, du même décret, inséré par le décret du 17 juillet 2008, remplacé par le décret du 11 avril 2014 et modifié par le décret du 17 juillet 2018, les mots », les situations ne correspondant pas à un réseau fermé professionnel, » sont insérés entre les mots « l'autorisation individuelle » et les mots « et la redevance à payer ».

Art. 5. Dans l'article 29 du même décret, remplacé par le décret du 17 juillet 2008 et modifié par le décret du 11 avril 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 1^{er}, l'alinéa 2 est abrogé;

2^o au paragraphe 2, les mots « les situations ne correspondant pas à une ligne directe, » sont insérés entre les mots « des autorisations visées au paragraphe 1^{er}, » et les mots « la redevance à payer ».

Art. 6. A l'article 30 du même décret, le paragraphe 6, inséré par le décret du 19 juillet 2018, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Chaque point de recharge ouvert au public prévoit la possibilité d'une recharge *ad hoc* pour les utilisateurs de véhicules électriques sans souscription d'un contrat avec le fournisseur d'électricité ou l'exploitant concerné. ».

Art. 7. A l'article 31 du même décret, remplacé par le décret du 17 juillet 2008 et modifié par les décrets des 11 avril 2014 et 19 juillet 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

1° les deuxième et troisième phrases sont omises, la première phrase devenant l'alinéa 1^{er} ;

2° le paragraphe est complété par les alinéas suivants :

« Au sein d'un réseau privé ou d'un réseau fermé professionnel, les clients avals connectés à ce réseau peuvent mandater le gestionnaire de réseau concerné à exercer, en leur nom et pour leur compte, leur éligibilité.

De même, les participants à une communauté d'énergie renouvelable peuvent mandater ladite communauté à exercer, en leur nom et pour leur compte, leur éligibilité pour la partie d'électricité non autoconsommée collectivement.

Le mandat visé aux alinéas 2 et 3 est prévu de manière expresse; »;

2° le paragraphe 2, alinéa 2, est complété par un 4° rédigé comme suit :

« 4° participe à une communauté d'énergie renouvelable, et ce uniquement pour la quantité d'électricité autoconsommée collectivement. ».

Art. 8. Dans l'article 39, § 1^{er}, du même décret, remplacé par le décret du 4 octobre 2007 et modifié par le décret du 17 juillet 2018, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 3 et 4 :

" Par dérogation à l'alinéa 3, lorsque le plafond de 5 % est atteint, l'exonération est diminuée de manière proportionnelle pour l'ensemble des fournitures d'électricité verte via ligne directe afin que le nombre total de certificats verts exonérés corresponde à ce plafond de 5 % . ».

Art. 9. Dans le même décret, au chapitre X, il est inséré un article 42^{quater} rédigé comme suit :

« Art. 42^{quater}. § 1^{er}. La communauté d'énergie renouvelable a pour but de produire, consommer, stocker et vendre de l'électricité renouvelable en vue de procurer des bénéfices environnementaux, sociaux et économiques tant à ses participants qu'au niveau du périmètre local et ce notamment en étant capable de synchroniser les flux d'électricité.

Par dérogation à l'article 30, § 2, la communauté d'énergie renouvelable n'est pas soumise à l'octroi d'une licence de fourniture d'électricité pour l'électricité autoconsommée collectivement en son sein.

La participation à une communauté d'énergie renouvelable est libre et volontaire moyennant le respect des conditions fixées par ou en vertu du présent décret.

Toute personne physique, autorité locale ou petite et moyenne entreprise située dans un périmètre local peut participer à une communauté d'énergie renouvelable.

Le Gouvernement peut préciser ou compléter la liste des participants visée à l'alinéa 4, sous réserve que, pour les entreprises, leur participation ne constitue pas leur principale activité commerciale ou professionnelle. Il peut faire varier cette liste en fonction du périmètre local concerné.

Les participants à une communauté d'énergie renouvelable conservent les droits et obligations découlant de leur qualité d'utilisateur du réseau et sont traités de manière non-discriminatoire par rapport aux autres utilisateurs dudit réseau.

Le Gouvernement détermine, après avis de la CWaPE et concertation avec les gestionnaires de réseaux, le périmètre local. Ce périmètre local peut être différencié en tenant compte notamment des contraintes techniques du réseau et de la qualité des participants.

§ 2. Toute communauté d'énergie renouvelable détermine dans ses statuts les règles relatives à la représentation de ses participants. La communauté est l'interlocuteur unique du gestionnaire de réseau concerné et de la CWaPE et assume la responsabilité de la gestion de ses activités.

Les statuts de la communauté d'énergie renouvelable contiennent au minimum les éléments suivants :

1° les dispositions relatives au contrôle effectif de la communauté d'énergie renouvelable par ses participants;

2° les dispositions relatives à l'indépendance et l'autonomie de la communauté d'énergie renouvelable.

Le Gouvernement peut préciser les dispositions minimales des statuts des communautés d'énergie renouvelable. Il peut faire varier ces règles en fonction notamment du périmètre local concerné, de la qualité des participants ou de la forme juridique revêtue par ladite communauté.

§ 3. Les participants à une même communauté d'énergie renouvelable concluent chacun une convention avec la communauté d'énergie renouvelable portant sur leurs droits, obligations, notamment en matière de respect de la vie privée et de protection des données à caractère personnel et responsabilités, en ce compris les règles d'échange et de facturation de l'électricité autoconsommée collectivement.

Après avis de la CWaPE, le Gouvernement précise le contenu minimal de la convention visée à l'alinéa 1^{er}. Il peut également fixer des règles d'échange standards applicables par défaut. Il peut faire varier le contenu minimal des conventions ainsi que les règles d'échange standards en fonction notamment du périmètre local concerné et de la qualité des participants.

§ 4. Chaque participant à une communauté d'énergie renouvelable est équipé d'un compteur télé-relevé enregistrant les courbes de charge permettant de connaître et de vérifier qu'au cours d'une même période quart-horaire :

1° la quantité d'électricité autoconsommée collectivement n'est supérieure ni à la production totale d'électricité, en ce compris l'électricité issue d'un moyen de stockage, ni à la consommation totale d'électricité, en ce compris l'électricité utilisée pour charger un moyen de stockage;

2° la quantité d'électricité affectée à chaque participant conformément aux règles d'échange définies dans la convention visée au paragraphe 3 n'est pas supérieure à sa consommation effective.

Le régime de la compensation entre les quantités d'électricité prélevées et injectées sur le réseau de distribution octroyée sur base annuelle aux installations de production d'électricité verte d'une puissance nette développable inférieure ou égale à 10kW est incompatible avec la participation à une communauté d'énergie renouvelable. L'utilisateur du réseau qui souhaite participer à une communauté d'énergie renouvelable suspend expressément, auprès du gestionnaire de réseau concerné, l'application du régime de compensation pendant la durée de sa participation à ladite communauté.

§ 5. Les quantités d'électricité autoconsommées collectivement peuvent faire l'objet d'une tarification spécifique pour l'utilisation du réseau, ainsi que pour la contribution aux taxes, surcharges et autres frais régulés relatifs aux tarifs de distribution et de transport, conformément au décret du 19 janvier 2017 relatif à la méthodologie tarifaire applicable aux gestionnaires de réseau de distribution de gaz et d'électricité.

Le gestionnaire du réseau sur lequel une communauté d'énergie est installée applique le tarif visé à l'alinéa précédent de manière progressive, en fonction du seuil d'autoconsommation collective d'électricité atteint par celle-ci. Cette progressivité s'établit entre le seuil minimal arrêté par le Gouvernement lors de la définition d'un périmètre local conformément à l'article 42quinquies, § 1^{er}, alinéa 2, et le seuil optimal défini dans l'autorisation individuelle visé à l'article 42quinquies, § 4, alinéa 1^{er}.

Art. 10. Dans le même décret, au chapitre X, il est inséré un article 42quinquies rédigé comme suit :

« Art. 42quinquies. § 1^{er}. Les communautés d'énergie renouvelable sont soumises à l'octroi d'une autorisation délivrée par la CWaPE moyennant le respect des conditions fixées par ou en vertu du décret.

Après avis de la CWaPE et en concertation avec les gestionnaires de réseaux, le Gouvernement fixe, le cas échéant de façon différenciée en fonction du périmètre local concerné et de la qualité des participants, les conditions générales, droits et obligations de la communauté d'énergie renouvelable notamment en termes de seuils d'autoconsommation.

§ 2. La demande d'autorisation est adressée au gestionnaire du réseau sur lequel la communauté d'énergie renouvelable souhaite exercer ses activités. Elle est accompagnée notamment des documents suivants :

- 1° un rapport descriptif de la situation administrative et électrique de chacun des futurs participants;
- 2° les profils historiques ou simulés de production d'électricité à partir de sources renouvelables ou de cogénération de qualité et de consommation locale justifiant la communauté d'énergie renouvelable;
- 3° les mesures prévues en vue de pouvoir notamment synchroniser les consommations et les productions d'électricité au sein de la communauté d'énergie renouvelable afin d'optimiser les flux d'électricité.

La CWaPE détermine en concertation avec les gestionnaires de réseaux un modèle de formulaire de demande d'autorisation pouvant être différencié en fonction du périmètre local concerné et de la qualité des participants.

Après avis de la CWaPE et en concertation avec les gestionnaires de réseaux, le Gouvernement précise les documents visés à l'alinéa 1^{er}.

§ 3. Le gestionnaire de réseau transmet à la CWaPE les documents visés au paragraphe 2 ainsi qu'un avis technique et circonstancié pris sur base de ceux-ci.

En cas d'avis favorable, celui-ci contient notamment des propositions de conditions spécifiques ainsi que de seuils d'autoconsommation collective dont le respect permet l'application du tarif spécifique visé à l'article 42quater, § 5.

§ 4. La CWaPE fixe dans son autorisation, pour chaque communauté d'énergie renouvelable, les conditions spécifiques applicables, notamment en termes de seuil d'autoconsommation collective permettant l'application du tarif spécifique visé à l'article 42quater, § 5. Cette autorisation est octroyée pour une durée déterminée par la CWaPE permettant l'amortissement des équipements spécifiques nécessités par la communauté d'énergie renouvelable. L'autorisation peut être renouvelée à échéance.

La CWaPE notifie sa décision à la communauté d'énergie renouvelable ainsi qu'au gestionnaire de réseau concerné.

§ 5. Le Gouvernement fixe les modalités de la procédure d'octroi, de maintien, de révision, de retrait, en ce compris les délais et modes de communication, et, le cas échéant, la redevance à payer pour l'examen du dossier de demande d'autorisation.

La procédure et la redevance visées à l'alinéa 1^{er} peuvent être différenciées notamment sur base du périmètre local concerné ou de la qualité des participants.

§ 6. En cas de modification des données transmises lors de la demande d'autorisation, la communauté d'énergie renouvelable transmet à la CWaPE et au gestionnaire de réseau concerné, une actualisation de ces données, au plus tard trois mois après la date anniversaire de l'octroi de l'autorisation.

§ 7. La CWaPE et les gestionnaires de réseaux sont responsables du traitement des données à caractère personnel visées au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, relatives aux demandes d'autorisation des communautés d'énergie renouvelable. Au sein de ces organismes, seules les personnes en charge des matières relatives aux données collectées peuvent y avoir accès.

Le gestionnaire de réseau collecte les données visées à l'alinéa 1^{er} au moyen du formulaire visé au paragraphe 2, alinéa 2, en vue :

- 1° d'analyser les demandes d'autorisation des communautés d'énergie renouvelable;
- 2° de proposer à la CWaPE, en cas d'avis favorable, une proposition de seuil et de conditions spécifiques permettant l'application du tarif spécifique visé à l'article 42quater, § 5.

Les données à caractère personnel traitées dans le cadre de l'avis relatif à la demande d'autorisation de la communauté d'énergie renouvelable sont conservées par le gestionnaire de réseau jusqu'à l'extinction de toutes les voies de recours possibles à l'encontre de la décision de la CWaPE.

La CWaPE collecte les données visées à l'alinéa 1^{er} lors de la transmission du dossier de la demande d'autorisation par le gestionnaire de réseau visé au paragraphe 3 en vue :

- 1° d'analyser, traiter et statuer sur les demandes d'autorisation de communautés d'énergie renouvelable;
- 2° de surveiller le développement des communautés d'énergie renouvelable et de contrôler leur conformité avec les obligations qui leur sont imposées par ou en vertu du présent décret;
- 3° de remplir toute mission légale ou réglementaire qui lui est assignée.

Les données à caractère personnel traitées dans le cadre de la demande d'autorisation sont conservées par la CWaPE pendant la durée de vie de la communauté d'énergie renouvelable.

Art. 11. Dans le même décret, au chapitre X, il est inséré un article 42sexies rédigé comme suit :

« Art. 42sexies. La communauté d'énergie renouvelable peut déléguer la gestion de son activité. Ce délégué devient l'interlocuteur unique du gestionnaire de réseau concerné et de la CWaPE et assume la responsabilité de la gestion de la communauté d'énergie renouvelable dans la limite des conventions et conformément au présent décret et à ses arrêtés d'exécution. Dans le cadre de cette mission, le délégué n'est en aucun cas considéré comme un fournisseur d'électricité.

La gestion d'une communauté d'énergie renouvelable est une activité commerciale liée à l'énergie telle que visée à l'article 8, § 2. ».

Art. 12. Dans le même décret, au chapitre X, il est inséré un article 42septies rédigé comme suit :

« Art. 42septies. § 1^{er}. Les gestionnaires de réseaux mettent en œuvre, selon les tarifs régulés, les dispositifs techniques, administratifs et contractuels nécessaires, notamment en ce qui concerne le comptage d'électricité, pour favoriser le développement dans des conditions transparentes et non-discriminatoires des communautés d'énergie renouvelable.

§ 2. Les gestionnaires de réseaux déterminent les volumes d'électricité autoconsommés collectivement et individuellement sur base des relevés de production, de consommation et des règles d'échange fixées dans la convention liant les participants à la communauté d'énergie renouvelable.

Ils transmettent les données de mesure relatives à l'électricité résiduelle, tant prélevée qu'injectée, aux fournisseurs respectifs des différents participants ainsi qu'à la communauté d'énergie renouvelable.

Le Gouvernement peut, après avis de la CWaPE et concertation des gestionnaires de réseaux, préciser les missions des gestionnaires de réseaux ainsi que les dispositifs techniques, administratifs et contractuels à mettre en place afin de favoriser le développement des communautés d'énergie renouvelable. Ces précisions peuvent varier en fonction du périmètre local concerné et de la qualité des participants.

§ 3. Les gestionnaires de réseaux appliquent périodiquement la tarification spécifique visée à l'article 42quater, § 5, à l'électricité autoconsommée collectivement, sous réserve du respect des conditions particulières fixées dans l'autorisation délivrée par la CWaPE conformément à l'article 42quinquies, § 1^{er}.

Sur proposition de la CWaPE, après concertation avec les gestionnaires de réseaux, le Gouvernement détermine la périodicité visée à l'alinéa 1^{er}, différenciée, le cas échéant, en fonction de la qualité des participants.

§ 4. Les gestionnaires de réseaux joignent à leurs plans d'adaptation visés à l'article 15, § 1^{er}, les données de comptage, sur base annuelle, relatives aux différentes communautés d'énergie renouvelable répertoriées sur leurs réseaux.

La CWaPE peut établir un modèle de rapport.

§ 5. Les gestionnaires de réseaux élaborent et transmettent à la CWaPE, trois ans avant la fin de chaque période réglementaire, une analyse technique des impacts des différentes opérations d'autoconsommation collective répertoriées sur leur réseau.

La CWaPE peut établir un modèle de rapport d'analyse.

Sur base des rapports visés à l'alinéa 1^{er}, des plans d'adaptation, des bénéfices environnementaux, sociaux et économiques constatés, du principe de simplification administrative et du retour d'expérience des contrôles effectués, la CWaPE peut soumettre au Gouvernement toute proposition de modification des règles relatives aux communautés d'énergie renouvelable qu'elle juge utile, en ce compris, en vue du maintien de l'équilibre du marché des certificats verts.

§ 6. Après consultation de la CWaPE, le Gouvernement transmet annuellement au Parlement un rapport d'évaluation de la mise en place et du développement des communautés d'énergie renouvelable. ».

Art. 13. L'article 43, § 2, alinéa 2, du même décret, remplacé par le décret du 17 juillet 2008 et modifié par les décrets des 11 avril 2014 et 19 juillet 2018, est complété par un 18^o, rédigé comme suit :

« 18^o L'approbation de toute convention « type » conclue entre les gestionnaires de réseaux et les communautés d'énergie renouvelable. ».

Art. 14. Dans l'article 47, § 1^{er}, du même décret, remplacé par le décret du 17 juillet 2008 et modifié par le décret du 11 avril 2014, les mots « , aux communautés d'énergie renouvelable » sont insérés entre les mots « ainsi qu'aux gestionnaires de réseaux privés et fermés professionnels » et les mots « producteurs ».

CHAPITRE II. — *Modifications du décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz*

Art. 15. Dans l'article 16ter, § 1^{er}, alinéa 4, du décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, inséré par le décret du 17 juillet 2008, remplacé par le décret du 21 mai 2015 et modifié par le décret du 17 juillet 2018, les mots « , les situations ne correspondant pas à un réseau fermé professionnel, ainsi que la redevance à payer pour l'examen du dossier, » sont insérés entre les mots « l'autorisation individuelle » et les mots « et la redevance à payer ».

Art. 16. A l'article 29 du même décret, remplacé par le décret du 17 juillet 2008 et modifié par le décret du 21 mai 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 1^{er}, l'alinéa 2 est abrogé;

2^o au paragraphe 2, les mots « les situations ne correspondant pas à une conduite directe, » sont insérés entre les mots « des autorisations visées au paragraphe 1^{er}, » et les mots « la redevance à payer ».

CHAPITRE III. — *Modification du décret du 19 janvier 2017 relatif à la méthodologie tarifaire applicable aux gestionnaires de réseau de distribution de gaz et d'électricité*

Art. 17. A l'article 4 du décret du 19 janvier 2017 relatif à la méthodologie tarifaire applicable aux gestionnaires de réseau de distribution de gaz et d'électricité, modifié par les décrets des 17 juillet 2018 et 19 juillet 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le paragraphe 1^{er} est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« La CWaPE évalue périodiquement et au plus tard deux ans avant chaque période réglementaire, les impacts des communautés d'énergie renouvelable, et des régimes particuliers visés à l'article 26 du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité dont, notamment, l'équilibre visé au paragraphe 2, 23^o et 24^o, du présent décret. »;

2^o le paragraphe 2 est complété par les points suivants rédigés comme suit :

« 23^o la méthodologie tarifaire contribue au développement des communautés d'énergie renouvelable tout en assurant l'équilibre entre la solidarité de la couverture des coûts globaux des réseaux ainsi que de la contribution aux taxes, surcharges et autres frais régulés et l'intérêt de participer à une telle opération. L'avantage tarifaire ainsi octroyé aux communautés d'énergie renouvelable reflète les bénéfices techniques et économiques, dont notamment la réduction

des investissements ainsi que l'économie découlant de l'évitement des pertes électriques effectivement réalisées par le gestionnaire de réseau et découlant de l'activité de la communauté d'énergie renouvelable ainsi que les bénéfices collectifs découlant du développement de productions d'énergie renouvelable;

24° la méthodologie tarifaire veille à assurer l'équilibre entre la solidarité de la couverture des coûts globaux des réseaux ainsi que de la contribution aux taxes, surcharges et autres frais régulés et le développement des régimes particuliers visés à l'article 26 du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité".

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 2 mai 2019.

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Égalité des chances, de la Fonction publique
et de la Simplification administrative,

A. GREOLI

Le Ministre de l'Économie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation,
du Numérique, de l'Emploi et de la Formation,

P.-Y. JÉHOLET

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics,
de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Énergie, du Climat et des Aéroports,

J.-L. CRUCKE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité,
du Tourisme, du Patrimoine et délégué à la Grande Région,

R. COLLIN

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,

V. DE BUE

—
Note

(1) Session 2018-2019.

Documents du Parlement wallon, 1336 (2018-2019) N^{os} 1 à 9.

Compte rendu intégral, séance plénière du 30 avril 2019.

Discussion.

Vote.

—
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/204063]

2. MAI 2019 — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts und des Dekrets vom 19. Januar 2017 über die Tarifmethodik, die auf die Betreiber von Strom- und Gasverteilernetzen anwendbar ist, zwecks der Förderung von Erneuerbare-Energie-Gemeinschaften (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — Änderungen im Dekret vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts

Artikel 1 - Artikel 1 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, ersetzt durch das Dekret vom 17. Juli 2008 und abgeändert durch die Dekrete vom 11. April 2014, 26. Oktober 2017 und 19. Juli 2018, wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Durch dieses Dekret wird die Richtlinie (EU) 2018/2001 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 11. Dezember 2018 zur Förderung der Nutzung von Energie aus erneuerbaren Quellen teilweise umgesetzt."

Art. 2 - In Artikel 2 desselben Dekrets, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 19. Juli 2018, werden die Nummern *2ter*, *2quater* und *2quinquies* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"2ter "Erneuerbare-Energie-Gemeinschaft": eine aus einer Gesamtheit von Teilnehmern bestehende juristische Person, die gebildet wurde, um über das öffentliche Verteilernetz oder das lokale Übertragungsnetz ausschließlich ab erneuerbaren Energiequellen oder hochwertiger Kraft-Wärme-Kopplung erzeugten Strom gemeinsam zu nutzen, und zwar mit Produktions- oder ggf. Speicheranlagen im Eigentum der Erneuerbare-Energie-Gemeinschaft, die sich in dem lokal begrenzten Gebiet befinden, in dem diese Gemeinschaft ihre Tätigkeiten ausübt, und deren Ziel vorrangig nicht im finanziellen Gewinn, sondern darin besteht, ihren Teilnehmern ökologische, wirtschaftliche oder sozialgemeinschaftliche Vorteile zu bringen;

2quater "gemeinsam eigenverbraucher Strom": der von der Erneuerbare-Energie-Gemeinschaft erzeugte Strom, der von seinen Teilnehmern im Laufe derselben vierstündigen Periode verbraucht wird;

2quinquies "lokal begrenztes Gebiet": ein Gebiet, dessen Anschlussstellen für den Bezug oder die Einspeisung von Strom sich nach einer oder mehreren öffentlichen Umspannstationen auf Mittel- und/oder Niederspannung befinden. Die oben genannten Anschlussstellen müssen sich zudem innerhalb eines Gebiets befinden, in dem der technisch, sozialgemeinschaftlich, ökologisch und wirtschaftlich optimale Teil des Netzes zwecks der Förderung des lokalen gemeinsamen Eigenverbrauchs von Elektrizität mobilisiert wird;"

Art. 3 - In Artikel 8 § 1 Absatz 4 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 11. Mai 2018, werden die Wörter "oder Zwischenpersonen" durch die Wörter "Zwischenpersonen und Erneuerbare-Energie-Gemeinschaften" ersetzt.

Art. 4 - In Artikel 15ter § 1 Absatz 1 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 17. Juli 2008, ersetzt durch das Dekret vom 11. April 2014 und abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2008 werden die Wörter "die Situationen, die nicht einem geschlossenen Unternehmensnetz entsprechen," zwischen die Wörter "das Verfahren zur Erteilung der individuellen Genehmigung," und die Wörter "und die für die Untersuchung der Akte zu zahlende Gebühr" eingefügt.

Art. 5 - Artikel 29 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 17. Juli 2008 und abgeändert durch das Dekret vom 11. April 2014, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraf 1 wird Absatz 2 aufgehoben;

2° in Paragraf 2 werden die Wörter "die Situationen, die nicht einer Direktleitung entsprechen," zwischen die Wörter ", sowie das Verfahren zur Erteilung oder Regularisierung der in § 1 genannten Genehmigungen," und die Wörter "die für die Prüfung des Antrags zu entrichtende Gebühr" eingefügt.

Art. 6 - In Artikel 30 desselben Dekrets wird Paragraf 6, eingefügt durch das Dekret vom 19. Juli 2018, um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Bei jedem öffentlich zugänglichen Ladepunkt wird die Möglichkeit einer geeigneten Ladung für die Benutzer von Elektrofahrzeugen vorgesehen, ohne dass ein Vertrag mit dem betreffenden Stromversorger oder Betreiber dazu abgeschlossen werden muss."

Art. 7 - Artikel 31 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 17. Juli 2008 und abgeändert durch die Dekrete vom 11. April 2014 und 19. Juli 2018, wird wie folgt abgeändert:

1° Paragraf 1 wird wie folgt abgeändert:

1° der zweite und der dritte Satz werden gestrichen, und der erste Satz wird zu Absatz 1;

3° der Paragraf wird um die folgenden Absätze ergänzt:

"Innerhalb eines privaten Netzes oder eines geschlossenen Unternehmensnetzes können die an dieses Netz angeschlossenen Downstream-Kunden den Betreiber des betreffenden Netzes bevollmächtigen, in ihrem Namen und auf ihre Rechnung von ihrer Eigenschaft als zugelassener Kunde Gebrauch zu machen.

Ebenso können die Teilnehmer an einer Erneuerbare-Energie-Gemeinschaft diese Gemeinschaft bevollmächtigen, in ihrem Namen und auf ihre Rechnung für den nicht gemeinsam eigenverbrauchten Teil des Stroms von ihrer Eigenschaft als zugelassener Kunde Gebrauch zu machen.

Die Vollmacht im Sinne der Absätze 2 und 3 wird ausdrücklich vorgesehen;"

2° Paragraf 2 Absatz 2 wird um eine Ziffer 4 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"4° an einer Erneuerbare-Energie-Gemeinschaft teilnimmt, dies jedoch nur für die Menge des gemeinsam eigenverbrauchten Stroms."

Art. 8 - In Artikel 39 § 1 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 4. Oktober 2007 und abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2018, wird ein wie folgt verfasster Absatz zwischen die Absätze 3 und 4 eingefügt:

"Wenn die 5 % -Schwelle erreicht ist, wird diese Befreiung, abweichend von Absatz 3, für die gesamten Lieferungen von Grünstrom über eine Direktleitung auf proportionale Weise verringert, damit die Gesamtanzahl von grünen Zertifikaten, für welche diese Befreiung gilt, dieser 5 % -Schwelle entspricht."

Art. 9 - In demselben Dekret wird ein Artikel 42^{quater} mit folgendem Wortlaut in das Kapitel X eingefügt:

"Art. 42^{quater} - § 1. Die Erneuerbare-Energie-Gemeinschaft hat zum Ziel, Elektrizität zu erzeugen, zu verbrauchen, zu speichern und zu verkaufen, um sowohl ihren Teilnehmern als auf Ebene des lokal begrenzten Gebiets ökologische, sozialgemeinschaftliche und wirtschaftliche Vorteile zu bringen, dies insbesondere indem sie imstande ist, die Stromflüsse zu synchronisieren.

Abweichend von Artikel 30 § 2 unterliegt die Erneuerbare-Energie-Gemeinschaft nicht der Verpflichtung der Erteilung einer Stromversorgungslizenz, was den in dieser Gemeinschaft gemeinsam eigenverbrauchten Strom anbetrifft.

Die Teilnahme an einer Erneuerbare-Energie-Gemeinschaft ist frei und freiwillig, sofern die durch das oder kraft des vorliegenden Dekrets festgelegten Auflagen beachtet werden.

Jede natürliche Person, jede lokale Behörde, jedes kleine oder mittlere Unternehmen, die bzw. das sich in einem lokal begrenzten Gebiet befindet, kann an einer Erneuerbare-Energie-Gemeinschaft teilnehmen.

Die Regierung kann die Liste der Teilnehmer nach Absatz 4 genauer bestimmen oder ergänzen, unter dem Vorbehalt, dass, was die Unternehmen betrifft, ihre Teilnahme nicht ihre wichtigste gewerbliche oder berufliche Tätigkeit darstellt. Die Regierung kann diese Liste je nach dem betroffenen lokal begrenzten Gebiet ändern.

Die Teilnehmer an einer Erneuerbare-Energie-Gemeinschaft behalten die Rechte und Pflichten, die sich aus ihrer Eigenschaft als Netzbenutzer ergeben, und werden im Vergleich mit den anderen Benutzern dieses Netzes diskriminierungsfrei behandelt.

Nach Stellungnahme der CWaPE und Absprache mit den Netzbetreibern bestimmt die Regierung das lokal begrenzte Gebiet. Dieses lokal begrenzte Gebiet kann insbesondere unter Beachtung der technischen Anforderungen des Netzes und der Eigenschaft der Teilnehmer differenziert werden.

§ 2. Jede Erneuerbare-Energie-Gemeinschaft legt in ihren Satzungen die Regeln in Bezug auf die Vertretung ihrer Teilnehmer fest. Die Gemeinschaft ist der einzige Ansprechpartner des betreffenden Netzbetreibers und der CWaPE; sie übernimmt die Verantwortung für die Führung ihrer Aktivitäten.

Die Satzungen der Erneuerbare-Energie-Gemeinschaft umfassen mindestens die folgenden Angaben:

1° die Bestimmungen in Bezug auf die effektive Kontrolle der Erneuerbare-Energie-Gemeinschaft durch ihre Teilnehmer;

2° die Bestimmungen in Bezug auf die Unabhängigkeit und Autonomie der Erneuerbare-Energie-Gemeinschaft.

Die Regierung kann die Mindestbestimmungen betreffend die Satzungen der Erneuerbare-Energie-Gemeinschaften festlegen. Sie kann diese Regeln insbesondere je nach dem betroffenen lokal begrenzten Gebiet, der Eigenschaft der Teilnehmer oder der Rechtsform der genannten Gemeinschaft ändern.

§ 3. Jeder Teilnehmer an der Erneuerbare-Energie-Gemeinschaft schließt eine Vereinbarung mit der Erneuerbare-Energie-Gemeinschaft ab; diese Vereinbarung bezieht sich auf seine Rechte, Pflichten, insbesondere in Sachen Schutz des Privatlebens und der personenbezogenen Daten, und Verantwortlichkeiten, und umfasst ebenfalls die Regeln für den Handel mit dem gemeinsam eigenverbrauchten Strom und dessen Fakturierung.

Nach Stellungnahme der CWaPE bestimmt die Regierung den Mindestinhalt der in Absatz 1 genannten Vereinbarung. Sie kann ebenfalls die Standardregeln für den Handel festlegen, die in Ermangelung sonstiger Regeln gelten. Sie kann den Mindestinhalt der Vereinbarungen sowie die Standardregeln für den Handel ändern, insbesondere auf der Grundlage des betroffenen lokal begrenzten Gebiets und der Eigenschaft der Teilnehmer.

§ 4. Jeder Teilnehmer an einer Erneuerbare-Energie-Gemeinschaft verfügt über einen fernauslesbaren Zähler, der die Lastgänge registriert, anhand derer im Laufe einer selben viertelstündigen Periode die nachstehenden Daten erfasst werden können, und geprüft werden kann, dass:

1° die Menge des gemeinsam eigenverbrauchten Stroms weder die gesamte Stromerzeugung (einschließlich des Stroms aus einer Speicheranlage), noch den gesamten Stromverbrauch (einschließlich des zur Aufladung einer Speicheranlage verwendeten Stroms) übertrifft;

2° die Strommenge, die jedem Teilnehmer gemäß den in der Vereinbarung nach Paragraph 3 bestimmten Regeln für den Handel zugeteilt wird, seinen eigenen effektiven Verbrauch nicht übertrifft.

Die Regelung in Bezug auf den Ausgleich zwischen den aus dem Verteilernetz bezogenen und in das Verteilernetz eingespeisten Elektrizitätsmengen, die auf jährlicher Basis auf Grünstromerzeugungsanlagen mit einer entwickelbaren Nettoleistung von höchstens 10 kW anwendbar ist, ist mit der Teilnahme an einer Erneuerbare-Energie-Gemeinschaft unvereinbar. Der Netznutzer, der an einer Erneuerbare-Energie-Gemeinschaft teilnehmen möchte, setzt die Anwendung der Regelung in Bezug auf den Ausgleich bei dem betreffenden Netzbetreiber während der Dauer seiner Teilnahme an dieser Gemeinschaft ausdrücklich aus.

§ 5. Die Mengen des gemeinsam eigenverbrauchten Stroms können Gegenstand einer spezifischen Tarifierung für die Benutzung des Netzes, sowie für den Beitrag zu den Steuern, Tarifaufschlägen und sonstigen regulierten Kosten in Bezug auf die Verteilungs- und Übertragungstarife sein, in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Dekrets vom 19. Januar 2017 über die Tarifmethodik, die auf die Betreiber von Strom- und Gasverteilernetzen anwendbar ist.

Der Betreiber des Netzes, auf dem eine Energie-Gemeinschaft eingerichtet ist, wendet den in vorigem Absatz genannten Tarif schrittweise an, auf der Grundlage des Schwellenwerts für den gemeinsamen Eigenverbrauch von Strom, den diese erreicht hat. Diese schrittweise Anpassung erfolgt zwischen der Mindestschwelle, die von der Regierung bei der Festlegung eines lokal begrenzten Gebiets nach Artikel 42^{quinq}ies § 1 Absatz 2 bestimmt wird, und der optimalen Schwelle, die in der individuellen Genehmigung nach Artikel 42^{quinq}ies § 4 Absatz 1 bestimmt wird."

Art. 10 - In demselben Dekret wird ein Artikel 42^{quinq}ies mit folgendem Wortlaut in das Kapitel X eingefügt:

"Art. 42^{quinq}ies - § 1. Die Erneuerbare-Energie-Gemeinschaften unterliegen der Gewährung einer Genehmigung, die von der CWaPE ausgestellt wird, wenn die durch oder kraft des Dekrets festgelegten Bedingungen erfüllt sind.

Nach Stellungnahme der CWaPE und in Absprache mit den Netzbetreibern bestimmt die Regierung, gegebenenfalls auf differenzierte Weise je nach dem betroffenen lokal begrenzten Gebiet und der Eigenschaft der Teilnehmer, die allgemeinen Bedingungen, Rechte und Pflichten der Erneuerbare-Energie-Gemeinschaft, insbesondere was die Schwellenwerte in Sachen Eigenverbrauch betrifft.

§ 2. Der Antrag auf Genehmigung wird an den Betreiber des Netzes gerichtet, auf dem die Erneuerbare-Energie-Gemeinschaft ihre Tätigkeiten ausüben möchte. Ihm werden insbesondere die folgenden Dokumente beigelegt:

1° ein Bericht zur Beschreibung der administrativen und elektrischen Situation jedes künftigen Teilnehmers;

2° die bisherigen oder simulierten Profile in Bezug auf die Stromerzeugung ab erneuerbaren Quellen oder hochwertiger Kraft-Wärme-Kopplung und in Bezug auf den lokalen Verbrauch, die die Erneuerbare-Energie-Gemeinschaft rechtfertigen;

3° eine Auflistung der vorgesehenen Maßnahmen zur Synchronisierung des Stromverbrauchs und der Stromerzeugung innerhalb der Erneuerbare-Energie-Gemeinschaft zwecks der Optimierung der Stromflüsse.

In Absprache mit den Netzbetreibern legt die CWaPE ein Musterformular für den Genehmigungsantrag fest, mittels dessen eine Differenzierung aufgrund des betroffenen lokal begrenzten Gebiets und der Eigenschaft der Teilnehmer stattfinden kann.

Nach Stellungnahme der CWaPE und in Absprache mit den Netzbetreibern kann die Regierung die in Absatz 1 genannten Dokumente näher bestimmen.

§ 3. Der Netzbetreiber übermittelt der CWaPE die in Paragraph 2 erwähnten Dokumente sowie einen auf der Grundlage dieser Dokumente ausgearbeiteten ausführlichen technischen Bericht.

Ist die Stellungnahme günstig, so enthält diese insbesondere Vorschläge zu den spezifischen Bedingungen sowie zu den Schwellenwerten für den gemeinsamen Eigenverbrauch, deren Einhaltung die Anwendung des spezifischen Tarifs nach Artikel 42^{quater} § 5 ermöglicht.

§ 4. Für jede Erneuerbare-Energie-Gemeinschaft legt die CWaPE in ihrer Genehmigung die anwendbaren spezifischen Bedingungen fest, insbesondere was die Schwellenwerte für den gemeinsamen Eigenverbrauch angeht, die die Anwendung des spezifischen Tarifs nach Artikel 42^{quater} § 5 ermöglichen. Diese Genehmigung wird für eine von der CWaPE bestimmte Dauer gewährt, die für die Abschreibung der spezifischen Ausrüstungen genügt, die durch die Erneuerbare-Energie-Gemeinschaft erfordert werden. Die Genehmigung kann nach Ablauf der Frist erneuert werden.

Die CWaPE notifiziert der Erneuerbare-Energie-Gemeinschaft und dem betreffenden Netzbetreiber ihren Beschluss.

§ 5. Die Regierung bestimmt die Modalitäten des Verfahrens für die Gewährung, Aufrechterhaltung, Änderung und für den Entzug der Genehmigung, einschließlich der Mitteilungsfristen und -formen, sowie gegebenenfalls die für die Untersuchung des Genehmigungsantragsakte zu zahlende Gebühr.

Das Verfahren und die Gebühr nach Absatz 1 können insbesondere aufgrund des betroffenen lokal begrenzten Gebiets oder der Eigenschaft der Teilnehmer differenziert werden.

§ 6. Im Falle einer Änderung der anlässlich des Genehmigungsantrags mitgeteilten Angaben, übermittelt die Erneuerbare-Energie-Gemeinschaft der CWaPE und dem betreffenden Netzbetreiber die aktualisierten Angaben spätestens drei Monate nach dem Jahrestag der Gewährung der Genehmigung.

§ 7. Die CWaPE und die Netzbetreiber haften für die Behandlung der in Paragraf 2 Absatz 1 genannten Daten persönlicher Art in Bezug auf die von den Erneuerbare-Energie-Gemeinschaften gestellten Genehmigungsanträge. Innerhalb dieser Einrichtungen können nur die mit den Aufgaben in Verbindung mit den gesammelten Daten beauftragten Personen Zugang zu diesen Daten haben.

Der Netzbetreiber sammelt die in Absatz 1 genannten Daten mittels des in Paragraf 2 Absatz 2 erwähnten Formulars, um

1° die Genehmigungsanträge der Erneuerbare-Energie-Gemeinschaften zu untersuchen;

2° im Falle einer günstigen Stellungnahme, der CWaPE einen Vorschlag zu dem Schwellenwert und den spezifischen Bedingungen, die die Anwendung des spezifischen Tarifs nach Artikel 42^{quater} § 5 ermöglichen, zu unterbreiten.

Der Netzbetreiber bewahrt die im Rahmen der Stellungnahme über den Genehmigungsantrag der Erneuerbare-Energie-Gemeinschaft behandelten personenbezogenen Daten auf, bis alle möglichen Rechtsbehelfe gegen den Beschluss der CWaPE ausgeschöpft sind.

Die CWaPE sammelt die in Absatz 1 genannten Daten anlässlich der Übermittlung der Akte zum Genehmigungsantrag durch den in Paragraf 3 genannten Netzbetreiber ein, um

1° die Genehmigungsanträge der Erneuerbare-Energie-Gemeinschaften zu untersuchen, zu behandeln oder über sie zu entscheiden;

2° die Entwicklung von Erneuerbare-Energie-Gemeinschaften zu überwachen und die Einhaltung durch die Erneuerbare-Energie-Gemeinschaften der ihnen durch oder kraft des vorliegenden Dekrets auferlegten Auflagen zu überprüfen;

3° alle ihr zugewiesenen gesetzlichen oder verordnungsrechtlichen Aufgabe wahrzunehmen.

Die CWaPE bewahrt die im Rahmen des Genehmigungsantrags behandelten personenbezogenen Daten während der ganzen Lebensdauer der Erneuerbare-Energie-Gemeinschaft auf.

Art. 11 - In demselben Dekret wird ein Artikel 42^{quater} mit folgendem Wortlaut in das Kapitel X eingefügt:

"Art. 42^{sexies} - Die Erneuerbare-Energie-Gemeinschaft kann die Verwaltung ihrer Aktivität einem Beauftragten übertragen. Dieser Beauftragte wird zum einzigen Gesprächspartner des betreffenden Netzbetreibers und der CWaPE und nimmt die Verantwortung für die Verwaltung der Erneuerbare-Energie-Gemeinschaft im Rahmen der Vereinbarungen und in Übereinstimmung mit dem vorliegenden Dekret und seinen Ausführungserlassen wahr. Im Rahmen dieser Aufgabe wird der Beauftragte keinesfalls als Stromversorger betrachtet.

Die Verwaltung einer Erneuerbare-Energie-Gemeinschaft gilt als mit der Energie verbundene kommerzielle Tätigkeit im Sinne von Artikel 8 § 2."

Art. 12 - In demselben Dekret wird ein Artikel 42^{septies} mit folgendem Wortlaut in das Kapitel X eingefügt:

"Art. 42^{septies} - § 1. Die Netzbetreiber setzen die erforderlichen technischen, administrativen und vertraglichen Bestimmungen unter Anwendung regulierter Tarife um, insbesondere was die Elektrizitätsmessung betrifft, um die transparente und diskriminierungsfreie Entwicklung von Erneuerbare-Energie-Gemeinschaften zu fördern.

§ 2. Die Netzbetreiber bestimmen die Volumen des gemeinsam und individuell eigenverbrauchten Stroms auf der Grundlage der Stromerzeugungs- und Stromverbrauchsmessungen und der in der Vereinbarung festgelegten Regeln für den Handel zwischen Teilnehmern an der Erneuerbare-Energie-Gemeinschaft.

Sie übermitteln den jeweiligen Versorgern der verschiedenen Teilnehmer sowie der Erneuerbare-Energie-Gemeinschaft die Messdaten in Bezug auf die restliche, sowohl bezogene als auch eingespeiste Elektrizität.

Die Regierung kann nach Stellungnahme der CWaPE und in Absprache mit den Netzbetreibern die Aufgaben der Netzbetreiber sowie die zur Förderung der Erneuerbare-Energie-Gemeinschaften umzusetzenden technischen, administrativen und vertraglichen Bestimmungen präzisieren. Diese Präzisierungen können aufgrund des betroffenen lokal begrenzten Gebiets und der Eigenschaft der Teilnehmer differenziert werden.

§ 3. Die Netzbetreiber wenden die spezifische Tarifierung nach Artikel 42^{quater} § 5 in regelmäßigen Abständen auf den gemeinsam eigenverbrauchten Strom an, unter Vorbehalt der besonderen Bedingungen, die in der von der CWaPE gemäß Artikel 42^{quinquies} § 1 ausgestellten Genehmigung vorgeschrieben sind.

Auf Vorschlag der CWaPE und nach Absprache mit den Netzbetreibern bestimmt die Regierung die regelmäßigen Abstände im Sinne von Absatz 1, die gegebenenfalls aufgrund der Eigenschaft der Teilnehmer differenziert werden.

§ 4. Die Netzbetreiber fügen, auf jährlicher Basis, ihren Anpassungsplänen nach Artikel 15 § 1 die Messdaten in Bezug auf die verschiedenen Erneuerbare-Energie-Gemeinschaften bei, deren Vorhandensein auf ihren Netzen verzeichnet ist.

Die CWaPE kann ein Muster für diesen Bericht aufstellen.

§ 5. Die Netzbetreiber erarbeiten und übermitteln der CWaPE drei Jahre vor dem Ende jedes Regulierungszeitraums eine technische Analyse der Auswirkungen der verschiedenen auf ihrem Netz verzeichneten Vorgänge in Sachen gemeinsamer Eigenverbrauch.

Die CWaPE kann ein Muster für den Analysebericht aufstellen.

Auf der Grundlage der in Absatz 1 erwähnten Berichte, der Anpassungspläne, der festgestellten ökologischen, sozialgemeinschaftlichen und wirtschaftlichen Vorteile, des Grundsatzes der administrativen Vereinfachung und der anschließend an die durchgeführten Kontrollen gesammelten Erfahrungen kann die CWaPE der Regierung jeden Vorschlag zur Änderung der Regeln in Sachen Erneuerbare-Energie-Gemeinschaften unterbreiten, den sie für nützlich hält, einschließlich in Bezug auf die Erhaltung des Gleichgewichts des Markts der grünen Zertifikate.

§ 6. Nach Beratung mit der CWaPE übermittelt die Regierung jedes Jahr dem Parlament einen Bewertungsbericht über die Einrichtung und Entwicklung der Erneuerbare-Energie-Gemeinschaften."

Art. 13 - Artikel 43 § 2 Absatz 2 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 17. Juli 2008 und abgeändert durch die Dekrete vom 11. April 2014 und 19. Juli 2018, wird um eine Ziffer 18 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"18° die Billigung jeglicher zwischen den Netzbetreibern und den Erneuerbare-Energie-Gemeinschaften geschlossenen Mustervereinbarung."

Art. 14 - In Artikel 47 § 1 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 17. Juli 2008 und abgeändert durch das Dekret vom 11. April 2014, werden die Wörter "Erneuerbare-Energie-Gemeinschaften" zwischen die Wörter "Betreibern von Privatnetzen," und ", Erzeugern" eingefügt.

KAPITEL II — *Änderungen im Dekret vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts*

Art. 15 - In Artikel 16ter § 1 Absatz 4 des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts, eingefügt durch das Dekret vom 17. Juli 2008, ersetzt durch das Dekret vom 21. Mai 2015 und abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2018, werden die Wörter "die Situationen, die nicht einem geschlossenen Unternehmensnetz entsprechen, und die für die Untersuchung der Akte zu zahlende Gebühr" zwischen die Wörter "das Verfahren zur Erteilung der individuellen Genehmigung" und "werden nach" eingefügt.

Art. 16 - Artikel 29 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 17. Juli 2008 und abgeändert durch das Dekret vom 21. Mai 2015, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraf 1 wird Absatz 2 aufgehoben;

2° in Paragraf 2 werden die Wörter "die Situationen, die nicht einer Direktleitung entsprechen," zwischen die Wörter ", sowie das Verfahren zur Erteilung oder Regularisierung der in § 1 genannten Genehmigungen," und die Wörter "die für die Prüfung des Antrags zu entrichtende Gebühr" eingefügt.

KAPITEL III — *Änderung im Dekret vom 19. Januar 2017 über die Tarifmethodik, die auf die Betreiber von Strom- und Gasverteilernetzen anwendbar ist*

Art. 17 - Artikel 4 des vorgenannten Dekrets vom 19. Januar 2017 über die Tarifmethodik, die auf die Betreiber von Strom- und Gasverteilernetzen anwendbar ist, abgeändert durch die Dekrete vom 17. Juli 2018 und 19. Juli 2018, wird wie folgt abgeändert:

1° Paragraf 1 wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Die CWaPE bewertet regelmäßig, spätestens zwei Jahre vor jedem Regulierungszeitraum, die Auswirkungen der Erneuerbare-Energie-Gemeinschaften und der besonderen Regelungen im Sinne von Artikel 26 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, worunter insbesondere, das Gleichgewicht im Sinne von Paragraf 2 Ziffer 23 und 24 des vorliegenden Dekrets."

2° Paragraf 2 wird um die folgenden Punkte mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"23° die Tarifmethodik trägt zur Förderung der Erneuerbare-Energie-Gemeinschaften bei, und gewährleistet zudem das Gleichgewicht zwischen der Solidarität bei der Deckung der Gesamtkosten der Netze sowie bei dem Beitrag zu den Steuern, Tarifaufschlägen und sonstigen regulierten Kosten einerseits und dem Interesse an einer Teilnahme an einem solchen Vorgang andererseits. Der auf diese Weise den Erneuerbare-Energie-Gemeinschaften gewährte Tarifvorteil widerspiegelt die technischen und wirtschaftlichen Vorteile aus der Aktivität der Erneuerbare-Energie-Gemeinschaft, worunter die Verringerung der Investitionen sowie die Einsparungen, die sich aus der Vermeidung von elektrischen Verlusten seitens des Netzbetreibers ergeben, sowie die gesellschaftlichen Vorteile, die sich aus der Entwicklung der Erzeugung von erneuerbarer Energie ergeben;

24° die Tarifmethodik gewährleistet das Gleichgewicht zwischen der Solidarität bei der Deckung der Gesamtkosten der Netze sowie bei dem Beitrag zu den Steuern, Tarifaufschlägen und sonstigen regulierten Kosten einerseits und der Entwicklung der besonderen Regelungen nach Artikel 26 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts andererseits."

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 2. Mai 2019

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Die Ministerin für soziale Maßnahmen, Gesundheit, Chancengleichheit,
den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung

A. GREOLI

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Forschung, Innovation, digitale Technologien,
Beschäftigung und Ausbildung

P.-Y. JEHOLET

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten,
Mobilität, Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Energie, Klima und Flughäfen,

J.-L. CRUCKE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten,
Tourismus, Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

Die Ministerin für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen,

V. DE BUE

—
Fußnote

(1) Sitzungsperiode 2018-2019

Dokumente des Wallonischen Parlaments 1336 (2018-2019) Nrn. 1 bis 9.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 30. April 2019.

Diskussion.

Abstimmung.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/204063]

2 MEI 2019. — Decreet tot wijziging van de decreten van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt en van 19 januari 2017 betreffende de tariefmethodologie die van toepassing is op gas- en elektriciteitsdistributienetbeheerders met het oog op de bevordering van de ontwikkeling van de hernieuwbare-energiegemeenschappen (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingen in het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt*

Artikel 1. Artikel 1 van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, vervangen bij het decreet van 17 juli 2008 en gewijzigd bij de decreten van 11 april 2014, 26 oktober 2017 en 19 juli 2018, wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

"Richtlijn (EU) 2018/2001 van het Europees Parlement en de Raad van 11 december 2018 ter bevordering van het gebruik van energie uit hernieuwbare bronnen wordt omgezet bij dit decreet.

Art. 2. In artikel 2 van hetzelfde decreet, voor het laatst gewijzigd bij het decreet van 19 juli 2018, worden de punten 2^oter, 2^oquater en 2^oquinquies ingevoegd, luidend als volgt:

"2^oter "hernieuwbare-energiegemeenschap": rechtspersoon die bestaat uit een geheel van deelnemers met het oog op de verdeling, via het openbare distributienet of het lokale transmissienet, van elektriciteit die uitsluitend wordt geproduceerd uit hernieuwbare energiebronnen of warmtekrachtkoppeling van hoge kwaliteit, door productie- en, indien van toepassing, opslagenheden die in het bezit zijn van de rechtspersoon, in de lokale perimeter waar hij actief is en waarvan het hoofddoel is het verschaffen van voordelen op milieugebied of op economisch of sociaal gebied aan zijn deelnemers en niet het realiseren van winst;

2^oquater "gezamenlijk zelf verbruikte elektriciteit": elektriciteit die door de hernieuwbare-energiegemeenschap wordt geproduceerd en die door haar deelnemers in dezelfde kwartuurperiode wordt verbruikt;

2^oquinquies "lokale perimeter": perimeter waarvan de aansluitpunten in afname of injectie zich stroomafwaarts van een of meerdere openbare onderstations voor de omzetting van elektriciteit onder middel- en/of laagspanning bevinden. Bovengenoemde aansluitpunten moeten ook gelegen zijn in een geografisch gebied waarin het technisch, sociaal, ecologisch en economisch optimale deel van het net gemobiliseerd wordt om het lokale gezamenlijke zelfverbruik van hernieuwbare elektriciteit te bevorderen;"

Art. 3. In artikel 8, § 1, vierde lid, van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 11 mei 2018, worden de woorden "of tussenpersonen" vervangen door de woorden ", tussenpersonen en hernieuwbare-energiegemeenschappen".

Art. 4. In artikel 15ter, § 1, vijfde lid, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2008, vervangen bij het decreet van 11 april 2014 en gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2018, worden de woorden ", de situaties die niet overeenstemmen met een gesloten beroepsnet", ingevoegd tussen de woorden "de individuele vergunning" en de woorden "en de bijdrage die moet worden betaald".

Art. 5. In artikel 29 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 17 juli 2008 en gewijzigd bij het decreet van 11 april 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in paragraaf 1 wordt het tweede lid opgeheven;

2^o in paragraaf 2 worden de woorden "de situaties die niet overeenstemmen met een directe lijn" ingevoegd tussen de woorden "voor de toelatingen bedoeld in paragraaf 1," en de woorden "de bijdrage die moet worden betaald".

Art. 6. In artikel 30 van hetzelfde decreet, wordt paragraaf 6, ingevoegd bij het decreet van 19 juli 2008, aangevuld met volgend lid :

"Elk publiek toegankelijk oplaadpunt moet voorzien in de mogelijkheid van een *ad hoc* oplading voor de gebruikers van elektrische voertuigen zonder een overeenkomst te sluiten met de betrokken elektriciteitsleverancier of -exploitant."

Art. 7. In artikel 31 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 17 juli 2008 en gewijzigd bij het decreet van 11 april 2014 en 19 juli 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in paragraaf 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o de tweede en de derde zinnen worden weggelaten en de eerste zin wordt het eerste lid;

2^o de paragraaf wordt aangevuld met de volgende leden :

"In een privé-net of een gesloten beroepsnet kunnen de stroomafwaartse afnemers die aangesloten zijn op dit net de betrokken netbeheerder machtigen om in hun naam en voor hun rekening, hun in aanmerkingneming uit te oefenen.

Evenzo kunnen de deelnemers aan een hernieuwbare-energiegemeenschap bedoelde gemeenschap machtigen om in hun naam en voor hun rekening, hun in aanmerkingneming voor het deel van niet gezamenlijk zelf verbruikte elektriciteit uit te oefenen.

De in de leden 2 en 3 bedoelde volmacht wordt uitdrukkelijk voorzien;”;

2° paragraaf 2, tweede lid, wordt aangevuld met een punt 4°, luidend als volgt :

“4° deelneemt aan een hernieuwbare-energiegemeenschap en, dit, alleen voor de hoeveelheid gezamenlijk zelf verbruikte elektriciteit.”.

Art. 8. In artikel 39, § 1, van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 4 oktober 2007 en gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2018, wordt een lid tussen het derde en het vierde lid ingevoegd, luidend als volgt :

“ In afwijking van het derde lid wordt de vrijstelling, wanneer het plafond van 5 % wordt bereikt, voor alle leveringen van groene elektriciteit via de directe lijn proportioneel verlaagd, zodat het totale aantal vrijgestelde groene certificaten overeenkomt met dit plafond van 5 % .”.

Art. 9. In Hoofdstuk X van hetzelfde decreet wordt een artikel 42^{quater} ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 42^{quater}. § 1. De hernieuwbare-energiegemeenschap streeft ernaar om hernieuwbare elektriciteit te produceren, te verbruiken, op te slaan en te verkopen, om zowel voor haar deelnemers als voor de lokale perimeteer voordelen op milieugebied, op sociaal en economisch gebied te bieden, en, dit, in het bijzonder door de elektriciteitsstromen te kunnen synchroniseren.

In afwijking van artikel 30, § 2, is de hernieuwbare-energiegemeenschap niet onderworpen aan de toekenning van een vergunning voor de levering van elektriciteit voor de binnen deze gemeenschap gezamenlijk zelf verbruikte elektriciteit.

Deelname aan een hernieuwbare-energiegemeenschap is vrij en vrijwillig mits de naleving van de voorwaarden die bij of krachtens dit decreet worden gesteld.

Iedere natuurlijke persoon, lokale overheid of kleine en middelgrote onderneming die in een lokale perimeteer gevestigd is, kan deelnemen aan een hernieuwbare-energiegemeenschap.

De Regering kan de in het vierde lid bedoelde lijst van deelnemers vaststellen of aanvullen, op voorwaarde dat, wat de ondernemingen betreft, hun deelname niet hun voornaamste handels- of beroepsactiviteit is. De Regering kan deze lijst naar gelang van de betrokken lokale perimeteer veranderen.

De deelnemers aan een hernieuwbare-energiegemeenschap behouden de rechten en verplichtingen die voortvloeien uit hun hoedanigheid van netgebruiker en worden op niet-discriminerende wijze behandeld ten opzichte van andere gebruikers van het net.

Na advies van de CWaPE en overleg met de netbeheerders bepaalt de Regering de lokale perimeteer. Deze lokale perimeteer kan worden gedifferentieerd door met name rekening te houden met de technische eisen van het net en de hoedanigheid van de deelnemers.

§ 2. Iedere hernieuwbare-energiegemeenschap bepaalt in haar statuten de regels betreffende de vertegenwoordiging van haar deelnemers. De gemeenschap is de enige gesprekspartner voor de betrokken netbeheerder en de CWaPE en is verantwoordelijk voor het beheer van haar activiteiten.

De statuten van de hernieuwbare-energiegemeenschap bevatten minstens de volgende elementen:

1° de bepalingen betreffende de werkelijke controle van de hernieuwbare-energiegemeenschap door haar deelnemers;

2° de bepalingen betreffende de onafhankelijkheid en de autonomie van de hernieuwbare-energiegemeenschap.

De Regering kan de minimale bepalingen van de statuten van de hernieuwbare-energiegemeenschappen bepalen. Ze kan deze regels veranderen naar gelang met name van de betrokken lokale perimeteer, van de hoedanigheid van de deelnemers of van de rechtsvorm van bedoelde gemeenschap.

§ 3. De deelnemers aan eenzelfde hernieuwbare-energiegemeenschap sluiten elk een overeenkomst met de hernieuwbare-energiegemeenschap betreffende hun rechten, verplichtingen, met name wat betreft de eerbiediging van de persoonlijke levenssfeer en de bescherming van persoonsgegevens en -verantwoordelijkheden, met inbegrip van de regels voor de handel en facturering van gezamenlijk zelf verbruikte elektriciteit.

Na advies van de CWaPE bepaalt de Regering de minimale inhoud van de in het eerste lid bedoelde overeenkomst. Ze kan ook de standaardregels voor de handel die bij verstek van toepassing zijn. Ze kan de minimale inhoud van de overeenkomsten alsook de standaardregels voor de handel veranderen naar gelang met name van de betrokken lokale perimeteer en van de hoedanigheid van de deelnemers.

§ 4. Elke deelnemer aan een hernieuwbare-energiegemeenschap is uitgerust met een afstandsmeter die de belastingscurves registreert, waarmee gedurende dezelfde kwartuurperiode kan worden bepaald of geverifieerd dat:

1° de hoeveelheid van de gezamenlijk zelf verbruikte elektriciteit niet groter is dan de totale productie van elektriciteit, met inbegrip van elektriciteit uit een opslaginstallatie, of het totale elektriciteitsverbruik, met inbegrip van elektriciteit die wordt gebruikt om een opslaginstallatie op te laden;

2° de hoeveelheid elektriciteit die aan elke deelnemer wordt toegewezen overeenkomstig de handelsregels die zijn vastgesteld in de in paragraaf 3 bedoelde overeenkomst, niet groter is dan zijn werkelijke verbruik.

De regeling van de compensatie tussen de hoeveelheden afgenomen en in het distributienet geïnjecteerde elektriciteit die op jaarbasis wordt toegekend aan installaties voor de productie van groene elektriciteit met een netto ontwikkelbaar vermogen van minder dan of gelijk aan 10 kW is onverenigbaar met de deelname aan een hernieuwbare-energiegemeenschap. De netgebruiker die wenst deel te nemen aan een hernieuwbare-energiegemeenschap schorst uitdrukkelijk de toepassing van de compensatieregeling bij de betrokken netbeheerder tijdens de duur van zijn deelname aan die gemeenschap.

§ 5. De hoeveelheden gezamenlijk zelf verbruikte elektriciteit kunnen onderworpen worden aan specifieke tarieven voor het gebruik van het net, alsook voor de bijdrage in de belastingen, toeslagen en andere gereguleerde kosten met betrekking tot de distributie- en transmissietarieven, overeenkomstig het decreet van 19 januari 2017 betreffende de tariefmethodologie die van toepassing is op gas- en elektriciteitsdistributienetbeheerders.

De beheerder van het net waarop een energiegemeenschap is geïnstalleerd, past het in het vorige lid bedoelde tarief geleidelijk toe, afhankelijk van de drempel van het gezamenlijk zelfverbruik van elektriciteit dat de gemeenschap bereikt. Deze progressiviteit wordt vastgesteld tussen de minimumdrempel die door de Regering wordt vastgesteld bij het bepalen van een lokale perimeter overeenkomstig artikel 42quinquies, § 1, tweede lid, en de optimale drempel die wordt bepaald in de individuele toelating bedoeld in artikel 42quinquies, § 4, eerste lid.”.

Art. 10. In Hoofdstuk X van hetzelfde decreet wordt een artikel 42quinquies ingevoegd, luidend als volgt :

”Art. 42quinquies. § 1. De hernieuwbare-energiegemeenschappen zijn onderworpen aan de toekenning van een vergunning van de CWaPE, mits de naleving van de bij of krachtens het decreet vastgestelde voorwaarden.

Na advies van de CWaPE en in overleg met de netbeheerders bepaalt de Regering, in voorkomend geval op gedifferentieerde wijze, naar gelang van de betrokken lokale perimeter en van de hoedanigheid van de deelnemers, de algemene voorwaarden, rechten en verplichtingen van de hernieuwbare-energiegemeenschap, met name wat betreft de drempelwaarden voor zelfverbruik.

§ 2. De vergunningsaanvraag wordt gericht aan de beheerder van het net waarop de hernieuwbare-energiegemeenschap haar activiteiten wenst uit te oefenen. Ze gaat vergezeld van de volgende documenten :

1° een beschrijvend verslag over de administratieve en elektrische situatie van elk van de toekomstige deelnemers;

2° de historische of gesimuleerde profielen van elektriciteitsproductie uit hernieuwbare bronnen of kwalitatieve warmtekrachtkoppeling en lokaal verbruik, die de hernieuwbare-energiegemeenschap rechtvaardigen;

3° de geplande maatregelen met het oog op de synchronisatie van het elektriciteitsverbruik en de elektriciteitsproductie binnen de hernieuwbare-energiegemeenschap, teneinde de elektriciteitsstromen te optimaliseren.

De CWaPE stelt in overleg met de netbeheerders een model voor een aanvraagformulier voor een vergunning vast, dat kan worden gedifferentieerd naar gelang van de betrokken lokale perimeter en de hoedanigheid van de deelnemers.

Na advies van de CWaPE en in overleg met de netbeheerders bepaalt de Regering de in het eerste lid bedoelde documenten.

§ 3. De netbeheerder maakt de in § 2 bedoelde documenten alsook een daarop gebaseerd technisch en uitvoerig advies aan de CWaPE over.

In geval van een gunstig advies bevat het met name voorstellen voor specifieke voorwaarden en drempelwaarden voor gezamenlijk zelfgebruik, waarvan de naleving de toepassing van het in artikel 42quater, § 5, bedoelde specifieke tarief mogelijk maakt.

§ 4. In haar vergunning stelt de CWaPE voor elke hernieuwbare-energiegemeenschap de specifieke voorwaarden vast die van toepassing zijn, met name wat betreft de drempelwaarden voor gezamenlijk zelfverbruik die de toepassing van het specifieke tarief bedoeld in artikel 42quater, § 5, mogelijk maakt. Deze vergunning wordt verleend voor een door de CWaPE bepaalde periode die de afschrijving van de specifieke uitrusting die de hernieuwbare-energiegemeenschap nodig heeft, mogelijk maakt. De vergunning kan na het verstrijken van de termijn worden verlengd.

De CWaPE deelt haar beslissing aan de hernieuwbare-energiegemeenschap en aan de betrokken netbeheerder mede.

§ 5. De Regering stelt de modaliteiten vast voor de verlening, handhaving, herziening en intrekking van de vergunning, met inbegrip van de termijnen en de wijze van mededeling, alsmede, in voorkomend geval, de vergoeding die moet worden betaald voor het onderzoek van het aanvraagdossier voor de vergunning.

De in het eerste lid bedoelde procedure en vergoeding kunnen met name op basis van de betrokken lokale perimeter of van de hoedanigheid van de deelnemers gedifferentieerd worden.

§ 6. In geval van wijziging in de gegevens die bij de vergunningsaanvraag zijn overgemaakt, zendt de hernieuwbare-energiegemeenschap een bijgewerkte versie van deze gegevens aan de CWaPE en de betrokken netbeheerder uiterlijk drie maanden na de verjaardag van de vergunningverlening.

§ 7. De CWaPE en de netbeheerders zijn verantwoordelijk voor de verwerking van de in § 2, eerste lid, bedoelde persoonsgegevens m.b.t. de vergunningsaanvragen van de hernieuwbare-energiegemeenschappen. Binnen deze instellingen hebben alleen personen die belast zijn met zaken die verband houden met de verzamelde gegevens toegang tot de gegevens.

De netbeheerder verzamelt de in het eerste lid bedoelde gegevens met behulp van het in paragraaf 2, tweede lid bedoelde formulier om:

1° de vergunningsaanvragen van de hernieuwbare-energiegemeenschappen te analyseren;

2° in geval van een gunstig advies een voorstel voor een drempel en specifieke voorwaarden aan de CWaPE voor te stellen, die de toepassing van het in artikel 42^{quater}, § 5, bedoelde specifieke tarief mogelijk maken.

De persoonsgegevens die in het kader van het advies over de vergunningsaanvraag van de hernieuwbare-energiegemeenschap worden verwerkt, worden door de netbeheerder bewaard totdat alle mogelijke rechtsmiddelen tegen de beslissing van de CWaPE zijn uitgeput.

De CWaPE verzamelt alle in het eerste lid bedoelde gegevens bij de overmaking van het aanvraagdossier voor de vergunning door de in § 3 bedoelde netbeheerder om:

1° de vergunningsaanvragen van hernieuwbare-energiegemeenschappen te analyseren, te verwerken en over bedoelde vergunningsaanvragen te beslissen;

2° toe te zien op de ontwikkeling van de hernieuwbare-energiegemeenschappen en hun overeenstemming met de verplichtingen die haar bij of krachtens dit decreet worden opgelegd, te controleren;

3° alle wettelijke of reglementaire opdracht die haar zijn opgedragen, uit te voeren.

De persoonsgegevens die in het kader van de vergunningsaanvraag van de hernieuwbare-energiegemeenschap worden verwerkt, worden door de CWaPE bewaard tijdens de levensduur van de hernieuwbare-energiegemeenschap.

Art. 11. In Hoofdstuk X van hetzelfde decreet wordt een artikel 42^{sexies} ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 42^{sexies}. De hernieuwbare-energiegemeenschap kan het beheer van haar activiteit overdragen. Deze afgevaardigde wordt de enige gesprekspartner van de betrokken netbeheerder en de CWaPE en is verantwoordelijk voor het beheer van de hernieuwbare-energiegemeenschap binnen de grenzen van de overeenkomsten en in overeenstemming met dit decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan. In het kader van deze opdracht wordt de afgevaardigde in geen geval beschouwd als een elektriciteitsleverancier.

Het beheer van een hernieuwbare-energiegemeenschap is een handelsactiviteit die verband houdt met de energie als bedoeld in artikel 8, § 2."

Art. 12. In Hoofdstuk X van hetzelfde decreet wordt een artikel 42^{septies} ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 42^{septies}. § 1. De netbeheerders voeren, in overeenstemming met de gereguleerde tarieven, de nodige technische, administratieve en contractuele regelingen uit, met name met betrekking tot de elektriciteitsmeting, om de ontwikkeling van hernieuwbare-energiegemeenschappen onder transparante en niet-discriminerende voorwaarden te bevorderen.

§ 2. De netbeheerders bepalen de volumes van gezamenlijk en individueel zelf verbruikte elektriciteit op basis van de productie- en verbruiksmetingen en van de handelsregels die zijn vastgelegd in de overeenkomst tussen de deelnemers aan de hernieuwbare-energiegemeenschap.

Zij geven de meetgegevens met betrekking tot de afgenomen en geïnjecteerde residuele elektriciteit door aan de respectieve leveranciers van de verschillende deelnemers en aan de hernieuwbare-energiegemeenschap.

De Regering kan, na raadpleging van de CWaPE en in overleg met de netbeheerders, de opdrachten van de netbeheerders alsook de technische, administratieve en contractuele regelingen die moeten worden ingevoerd om de ontwikkeling van de gemeenschappen voor hernieuwbare energie te bevorderen, preciseren. Deze preciseringen kunnen variëren naar gelang van de betrokken lokale perimeter en van de hoedanigheid van de deelnemers.

§ 3. De netbeheerders passen periodiek de in artikel 42^{quater}, § 5, bedoelde specifieke tarifiering toe op de gezamenlijk zelf verbruikte elektriciteit, mits de specifieke voorwaarden in acht worden genomen die in de door de CWaPE overeengekomen artikel 42^{quinquies}, § 1, afgegeven vergunning zijn vastgesteld.

Op voorstel van de CWaPE stelt de Regering na overleg met de netbeheerders de in het eerste lid bedoelde periodiciteit vast, eventueel gedifferentieerd naar gelang van de hoedanigheid van de deelnemers.

§ 4. De netbeheerders voegen op jaarbasis de meetgegevens met betrekking tot de verschillende hernieuwbare-energiegemeenschappen die als op hun net opgenomen geboekt staan, bij hun in artikel 15, § 1, bedoelde aanpassingsplannen.

De CWaPE kan een model van verslag opmaken.

§ 5. Drie jaar voor het einde van elke regulatoire periode stellen de netbeheerders een technische analyse op van de effecten van de verschillende verrichtingen inzake gezamenlijk zelfverbruik die als op hun net uitgevoerd geboekt staan, en zenden deze aan de CWaPE toe.

De CWaPE kan een model van verslag van analyse opmaken.

Op grond van de in het eerste lid bedoelde verslagen, van de aanpassingsplannen, van de vastgestelde voordelen op milieugebied, sociaal en economisch gebied, van het beginsel van administratieve vereenvoudiging en van de terugkoppeling van ervaring van de uitgevoerde controles, kan de CWaPE ieder voorstel tot wijziging van de regels met betrekking tot de hernieuwbare-energiegemeenschappen dat zij nuttig acht, bij de Regering indienen onder meer met het oog op de handhaving van het evenwicht op de markt van groene certificaten.

§ 6. Na raadpleging van de CWaPE maakt de Regering jaarlijks een evaluatie-verslag over de oprichting en ontwikkeling van hernieuwbare-energiegemeenschappen aan het Parlement over.

Art. 13. In artikel 43, § 2, tweede lid, van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 17 juli 2008 en gewijzigd bij de decreten van 11 april 2014 en 19 juli 2018, wordt aangevuld met een punt 18°, luidend als volgt :

"18° de goedkeuring van iedere standaardovereenkomst gesloten tussen de netbeheerders en de hernieuwbare-energiegemeenschappen."

Art. 14. In artikel 47, § 1, van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 17 juli 2008 en gewijzigd bij het decreet van 11 april 2014 *”, worden de woorden ”, de hernieuwbare-energiegemeenschappen” ingevoegd tussen de woorden ”alsook de beheerders van het privé-net en van de gesloten beroepsnetten” en het woord ”producenten”.*

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen in het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt*

Art. 15. In artikel 16ter, § 1, vierde lid, van het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt, ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2008, vervangen bij het decreet van 21 mei 2015 en gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2018, worden de woorden *”, de situaties die niet overeenkomen met een gesloten professioneel net alsook de voor het onderzoek van het dossier te betalen bijdrage”, ingevoegd tussen de woorden “de individuele vergunning” en de woorden “en de bijdrage die moet worden betaald”.*

Art. 16. In artikel 29 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 17 juli 2008 en gewijzigd bij het decreet van 21 mei 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 wordt het tweede lid opgeheven;

2° in paragraaf 2 worden de woorden *”de situaties die niet overeenstemmen met een directe lijn” ingevoegd tussen de woorden “de toelatingen bedoeld in paragraaf 1,” en de woorden “de bijdrage die moet worden betaald”.*

HOOFDSTUK III. — *Wijziging in het decreet van 19 januari 2017 betreffende de tariefmethodologie die van toepassing is op gas- en elektriciteitsdistributienetbeheerders*

Art. 17. In artikel 4 van het decreet van 19 januari 2017 betreffende de tariefmethodologie die van toepassing is op gas- en elektriciteitsdistributienetbeheerders, gewijzigd bij de decreten van 17 juli 2018 en 19 juli 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt aangevuld met volgend lid :

”De CWaPE evalueert periodiek en uiterlijk twee jaar voor elke regulatoire periode de effecten van de hernieuwbare-energiegemeenschappen en van de bijzondere regelingen bedoeld in artikel 26 van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, met inbegrip van, in het bijzonder, het evenwicht bedoeld in het tweede lid, 23° en 24° van dit decreet.”;

2° paragraaf 2 wordt aangevuld met de volgende punten, luidend als volgt :

”23° de tariefmethodologie draagt bij tot de ontwikkeling van de hernieuwbare-energiegemeenschappen en zorgt voor een evenwicht tussen de solidariteit bij de dekking van de totale kosten van de netten en de bijdrage aan belastingen, toeslagen en andere gereguleerde kosten, en het belang van deelname aan een dergelijke activiteit. Het aldus aan de hernieuwbare-energiegemeenschappen toegekende tariefvoordeel is een afspiegeling van de technische en economische voordelen, met inbegrip van met name de vermindering van de investeringen en de besparingen voortvloeiend uit het voorkomen van daadwerkelijk door de netbeheerder geleden elektrische verliezen en uit de activiteit van de hernieuwbare-energiegemeenschap, alsook van de collectieve voordelen die voortvloeien uit de ontwikkeling van de productie van hernieuwbare energie;

24° de tariefmethodologie zorgt voor een evenwicht tussen de solidariteit van de dekking van de totale kosten van de netten en de bijdrage aan belastingen, toeslagen en andere gereguleerde kosten en de ontwikkeling van de bijzondere regelingen bedoeld in artikel 26 van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt”.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 2 mei 2019.

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken en
Administratieve vereenvoudiging,

A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Tewerkstelling en Vorming,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken,
Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,

J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden,
Toerisme, Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuren,

V. DE BUE

Nota

(1) Zitting 2018-2019.

Stukken van het Waals Parlement, 1336 (2018-2019) Nrs. 1 tot 9.

Volledig verslag, openbare vergadering van 30 april 2019.

Bespreking.

Stemming.